

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Le premier ministre ne partage-t-il pas l'opinion selon laquelle en s'opposant à la libre circulation du courrier on agirait à l'encontre du développement international et ou établirait un précédent dangereux?

**Le très hon. M. Pearson:** Il existe des accords internationaux concernant le courrier dont il faudrait tenir compte dans l'optique de toute initiative proposée.

### LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

#### LES AMÉNAGEMENTS DE LA PEMBINA—LA CONCLUSION DES NÉGOCIATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. George Muir (Lisgar):** J'ai une question à poser au premier ministre. Le gouvernement fédéral a-t-il été invité par le ministre de l'Agriculture du Manitoba à prendre part à une conférence, le 29 mars, en vue de terminer les négociations entre les deux gouvernements au sujet du partage des frais d'aménagement des ouvrages canadiens de la Pembina, à la frontière du Manitoba et du Dakota du Nord?

**M. l'Orateur:** Je doute que cette question soit recevable, mais en raison des circonstances particulières, je l'accepte.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a reçu l'invitation, monsieur l'Orateur, et je me suis mis en rapport avec M. Weir à ce sujet. Nous songeons à organiser une réunion au cours des prochaines semaines.

### LA NAVIGATION

#### HALIFAX—LES PROTESTATIONS CONTRE LA HAUSSE POSSIBLE DES DROITS DE BASSIN ET DE PILOTAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert McCleave (Halifax):** Je veux poser au premier ministre une question dont je lui ai donné préavis en l'absence du ministre des Transports. Le gouvernement examinera-t-il la demande des expéditeurs et des débardeurs qui réclament une révision de la hausse projetée des droits de pilotage et de passage à Halifax? La question est urgente car cette décision entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Je ne tarderai pas à examiner cette question avec le ministre. Je lui en parlerai au téléphone.

[Le très hon. M. Pearson.]

### LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

#### SAINT-LÉONARD—PRÉSUMÉ REFUS DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox):** Je veux poser une question au premier ministre. A la lumière des recommandations de la Commission BB sur les droits linguistiques et des conclusions de la conférence constitutionnelle sur la même question, le premier ministre peut-il nous dire si la Commission BB a été saisie du refus de la Commission scolaire de Saint-Léonard, en banlieue de Montréal, de permettre un enseignement bilingue dans une région où 80 p. 100 des contribuables ont réclamé des écoles anglaises?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je doute que la question du député relève de la compétence d'un ministre fédéral. Si toutefois c'était le cas, la question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE MOYEN-ORIENT—LA REPRISSE DES HOSTILITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** J'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-il une déclaration à faire à la Chambre au sujet des événements très inquiétants qui se déroulent au Moyen-Orient? A-t-on pris des mesures pour améliorer la situation par l'entremise des Nations Unies?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Comme mon honorable ami et la Chambre le savent, les forces armées d'Israël ont attaqué hier le territoire jordanien en divers endroits. Sauf erreur, les forces israéliennes se sont maintenant retirées ou sont en train de le faire. Il semble que les deux côtés aient subi des pertes de vies et de matériel. Mon honorable ami sait sans doute que le Conseil de sécurité siège depuis hier après-midi pour examiner la situation et nous espérons qu'il pourra prendre des mesures non seulement pour rétablir le cessez-le-feu mais aussi pour s'assurer qu'il sera observé plus efficacement dans l'avenir. Sauf erreur, les résolutions sont présentement étudiées officieusement en attendant la réunion du Conseil de sécurité, plus tard cet après-midi.

Il faut rattacher ces attaques, monsieur l'Orateur, aux récentes escarmouches entre forces israéliennes et jordaniennes et aux actes de